RCS : ROMANS
Code greffe : 2602

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ROMANS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 01217
Numéro SIREN : 797 990 264
Nom ou dénomination : AB TEAM

Ce dépôt a été enregistré le 09/01/2015 sous le numéro de dépôt A2015/000159

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
ROMANS SUR ISERE

624706

Dénomination : AB TEAM
Adresse : Saint-auban 26510 Remuzat -FRANCE-

n° de gestion : 2013B01217
n° d'identification : 797 990 264

n° de dépôt : A2015/000159
Date du dépôt : 09/01/2015

Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 06/11/2014 contenant contrat d'apport et rapport du commissaire aux apports



624706

138/217

A:159

DÉPOSÉ AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROMANS LE - 9 JAN. 2015

AB TEAM
Société Par Actions Simplifiée au capital de 1 000.00 €
Siège social : Quartier Saint-Auban
26 510 REMUZAT
797 990 264 RCS ROMANS SUR ISERE

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 6 NOVEMBRE 2014

L'an deux mille quatorze,
Le six novembre,
A 18 heures 30,

Les associés de la société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social, sur convocation faite par le comité de direction.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance.

Monsieur Stéphane BLACKETT préside la séance en qualité de président de la société.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le président, permet de constater que les associés présents possèdent la totalité des cent (100) actions composant le capital.

En conséquence, le président constate que l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- la feuille de présence à l'assemblée,
- le rapport du comité de direction,
- les statuts sociaux,
- la liste des associés,
- le texte des résolutions proposées
- le contrat d'apport de titres,
- le rapport du Commissaire aux apports.

Le président déclare que l'ensemble de ces documents a été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée.

SB

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Augmentation du capital social par apports en nature,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs à conférer pour l'accomplissement des formalités.

Le président donne lecture du rapport du comité de direction et du rapport du Commissaire aux apports.

Enfin il déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIÈRE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance :

- du contrat d'apport de titres aux termes duquel Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE apportent pour leur valeur nominale la totalité des mille (1 000) actions de dix euros (10 €) chacune qu'ils détiennent à concurrence de cinq cents (500) actions chacun dans la capital de la société A.B. TRANS MED, société par actions simplifiée au capital de 10 000 €, dont le siège social est situé Quartier Saint-Auban - 26 510 REMUZAT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ROMANS SUR ISERE sous le numéro 537 395 949, légalement représentée par son Président, Monsieur Stéphane BLACKETT,

- du rapport établi en date du 10 octobre 2014 par Monsieur André COFFRE, Commissaire aux apports,

- et du rapport du Comité de direction,

Approuve cet apport ainsi que son évaluation.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Après avoir pris connaissance des rapports du Comité de direction et du Commissaire aux apports, l'Assemblée générale constate que le capital social est intégralement libéré, et décide, à titre de rémunération des apports approuvés à la faveur de la résolution qui précède, d'augmenter le capital d'un montant de dix mille euros (10 000 €) pour le porter de mille euros (1 000 €) à onze mille euros (11 000 €), par voie de création de mille (1 000) actions nouvelles de dix euros (10 €) chacune et de même catégorie, entièrement libérées.

Ces actions nouvelles sont attribuées aux apporteurs à hauteur de cinq cents (500) actions chacun.

Les actions nouvelles ainsi crées sont assujetties à toutes les dispositions statutaires, et sont en conséquences assimilées aux actions anciennes. Elles confèreront à leurs propriétaires les mêmes droits que les actions anciennes à compter du jour de l'Assemblée générale extraordinaire qui constatera la réalisation définitive de l'augmentation de capital par apports en nature.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'Assemblée générale constate que l'augmentation de capital est définitivement réalisée et décide de modifier ainsi qu'il suit les articles 7 et 8 des statuts :

"ARTICLE 7 - Apports
Montant et modalité des apports

(...)

Aux termes des décisions de l'Assemblée générale extraordinaire du 6 novembre 2014, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant de dix mille euros (10 000 €) pour être porté à la somme de onze mille euros (11 000 €) par apports en nature portant sur la totalité des mille (1000) actions de dix euros (10 €) chacune de la société A.B. TRANS MED (537 395 949 RCS ROMANS SUR ISERE)."

Le reste de l'article demeurerait inchangé.

"Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de onze mille (11 000) euros.

Il est divisé en mille-cent (1 100) actions de dix (10) euros chacune, entièrement souscrites, toutes de même catégorie et réparties entre les associés en proportion de leurs droits."

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

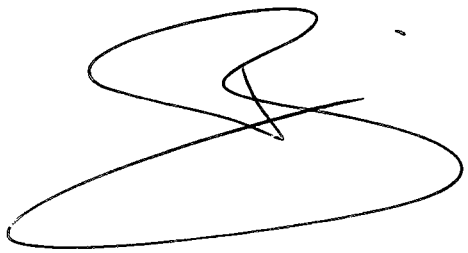
L'assemblée générale donne tout pouvoir au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, afin d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le président de séance.

Le Président
Stéphane BLACKETT



Enregistré à . SIE DE VALENCE SUD - POLE ENREGISTREMENT
Le 26/11/2014 Bordereau n°2014/2 144 Case n°24 Ext 7816
Enregistrement 375 € Pénalités
Total liquidé trois cent soixante-quinze euros
Montant reçu trois cent soixante-quinze euros
Le Contrôleur des finances publiques

DUPLICATA

Le contrôleur des impôts
Florent-Yves DESSUS

André
Coffre

Expert Comptable

Commissaire aux comptes

Rue de la République
13810 Eygalières
tél. +33 (0) 490 900 009
fax +33 (0) 490 923 985
e-mail : andre@coffre.com
S.A.S. au capital de 100 000 €
Siret 380 556 605 00042

SAS AB TEAM

Société par action Simplifiée au capital de 1.000 euros
Quartier Saint-Auban - 26 510 REMUZAT
RCS ROMANS SUR ISERE n° 797.990.264

□□□□□□□□□□

Rapport du Commissaire aux apports

André
Coffre

Messieurs les actionnaires de la société **AB TEAM,**

En exécution de la mission, qui m'a été confiée par décision des actionnaires du 4 septembre 2014, concernant l'apport de titre de la société A.B. TRANS MED au profit de la société AB TEAM, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L. 225-14 du code de commerce.

La valeur des actions apportées a été fixée par les parties concernées.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission.

Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à la date de signature.

Nous vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusion présentées dans l'ordre suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports
2. Diligences et appréciation de la valeur des apports
3. Conclusion

1. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

Les modalités de réalisation de l'opération, exposées de façon détaillée dans le projet de traité d'apport, peuvent se résumer comme suit :

1.1. Contexte de l'opération

André
Coffre

L'opération sur laquelle vous avez à vous prononcer s'inscrit dans le cadre de la constitution d'une structure de groupe, dans un soucis de rendre plus cohérente l'administration juridique des sociétés présentées ci-avant tout en optimisant les rapports pouvant exister ou naître entre elles, Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE ont, décidé de faire apport de la totalité des actions qu'ils détiennent dans le capital de la société A.B. TRANS MED au profit de la société AB TEAM, qui en deviendrait ainsi l'unique associée.

1.2. Présentation de la société concernée par l'apport et/ou des parties et intérêts en présence

1.2.1 Société bénéficiaire

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à REMUZAT du 16 octobre 2013, Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE, ont constitué entre eux une société dénommée AB TEAM, société par actions simplifiée au capital de 1 000 Euros, dont le siège social est situé Quartier Saint-Auban - 26 510 REMUZAT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ROMANS SUR ISERE sous le numéro 797 990 264, légalement représentée par Monsieur Stéphane BLACKETT, Président.

Elle est administrée par un organe collégial de direction nommé "Comité de direction", composé de Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE.

Elle est légalement représentée par Monsieur Stéphane BLACKETT, Président nommé pour une durée illimitée par le Comité de direction

Cette société exerce les activités habituellement dévolues aux sociétés holding.

La société AB TEAM détient la totalité des 2 000 actions de 20 Euros chacune de la société NYONS AMBULANCES, société par actions simplifiée au capital de 20 000 Euros, dont le siège social est situé 49 Rue des Antignans - 26 110 NYONS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ROMANS SUR ISERE sous le numéro 798 758 199, légalement représentée par M. Nicolas AUMAGE en sa qualité de Président.

1.2.2 Société dont les titres sont apportés

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à REMUZAT du 7 octobre 2011, Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE, soussignés de première part, ont constitué entre eux une société dénommée A.B. TRANS-MED, connue sous le nom commercial de "REMUZAT AMBULANCES", société par actions simplifiée au capital de 10 000 Euros, dont le siège social est situé Quartier Saint-Auban - 26 510 REMUZAT, immatriculée au

André Coffre

Registre du Commerce et des Sociétés de ROMANS SUR ISERE sous le numéro 537 395 949

Cette société a pour objet :

- *L'exploitation de tous fonds de commerce d'ambulance ; de transport assis de personnes ; de taxi ; TAP ; transport de sang, d'organes et funéraires ; la vente de matériels médicales ; le rapatriement de véhicules ; la location de véhicules ; le transport de marchandises et colis ; et accessoirement, le transport public de personnes.*

Elle est administrée par un organe collégial de direction nommé "Comité de direction", composé de Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE.

La société A.B. TRANS-MED est légalement représentée par Monsieur Stéphane BLACKETT, Président nommé pour une durée illimitée par le Comité de direction.

Les 1 000 actions représentant le capital de la société sont également réparties entre Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE, seuls associés.

1.2.3 Liens entre les parties

Les apporteurs sont tous actionnaires de la société bénéficiaire de l'apport pour avoir souscrit en numéraire lors de la création de la société le 7 octobre 2011.

1.3. Description de l'opération

1.3.1. Caractéristiques essentielles de l'apport :

Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE apportent, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière à la société AB TEAM la totalité des cinq cents (500) actions qu'ils détiennent chacun dans le capital de la société A.B TRANS-MED, soit un apport global portant sur mille (1 000) titres.

1.3.2. Conditions suspensives

L'apport prendra effet à la date de l'assemblée générale de la société AB TEAM approuvant l'opération d'apport. Cette approbation constitue l'unique condition suspensive de l'apport.

1.3.3. Rémunération des apports

Les 1 000 actions de la société A.B TRANS-MED sont apportées au profit du bénéficiaire pour leur valeur nominal, à savoir dix euros (10 Euros) chacune.

En rémunération de cet apport, évalué à dix mille euros (10 000 Euros), les apporteurs se verront attribuer mille (1 000) actions de dix euros (10 Euros) chacune de la société bénéficiaire, soit cinq cents (500) titres chacun. Ces actions seront émises par la société bénéficiaire à la faveur d'une augmentation de capital. Aucune prime d'émission n'est prévue.

1.4. Présentation des apports

1.4.1. Méthode d'évaluation retenue

La valeur des apports a été déterminée par les parties sur la base d'une évaluation sur la valeur nominale des titres apportés.

2. DILIGENCES ET APPRÉCIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1. Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports

Nous avons effectué les diligences estimées nécessaires conformément à la doctrine de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission.

En particulier, nous avons :

- été en contact avec les personnes en charge de la réalisation de l'opération, sous ses aspects financiers et juridiques ;

- pris connaissance des travaux d'évaluation, portant sur l'ensemble des titres apportés et en particulier avec l'expert-comptable des sociétés visées par l'opération;

- analysé les paramètres de l'évaluation au regard de données de marché recueillies par nos soins ;

- pris connaissance des bilans et de la situation des sociétés concernées ;

- examiné les documents juridiques relatifs à l'apport ;

Enfin, nous avons effectué les travaux complémentaires qui nous ont paru nécessaires dans le cadre de l'appréciation de la valeur des apports.

2.2. Appréciation de la méthode de valorisation des apports et de sa conformité à la réglementation comptable

Les titres apportés ayant été valorisé par référence à sa valeur dite nominale, nous nous sommes assurés que l'actif net à la date la plus proche de l'apport était au moins égal au capital social.

S'agissant d'un apport en nature pur et simple, la conformité de cette méthode de valorisation à la réglementation comptable n'appelle pas de commentaire particulier de ma part.

2.3. Réalité des apports

Nous nous sommes assurés de la réalité de l'ensemble des titres apporté.

2.4. Appréciation de la valeur des apports

La détermination de la valeur des apports sur la base des travaux d'un expert-comptable est usuelle pour un apport de titres de société à la valeur nominale.

Elle est pertinente compte tenu de la nature faible des biens à valoriser.

Notre appréciation de la valeur des apports repose notamment, pour la valorisation par valeur d'actif net comptable, sur des contrôles de cohérence du montant des valeurs prises en compte et du traitement de l'usage de la situation nette de la société.

Les différentes approches de valorisation menées par les parties, ainsi que les vérifications alternatives effectuées par nos soins, confortent la valeur des apports.

3. CONCLUSION

Sur la base de mes travaux et à la date du présent rapport, je suis d'avis que la valeur des apports retenue s'élevant à 10.000 euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire des apports.

Aucun avantage particulier ne nous a été signalé.

Fait à Aix en Provence le 10 octobre 2014.

Andre COFFRE
Commissaire aux Apports

CONTRAT D'APPORT DES ACTIONS DE LA SOCIETE A.B TRANS MED A LA SOCIETE AB TEAM

Entre les soussignés :

- **Monsieur Stéphane Philip BLACKETT,**
Né le 20 juillet 1981 à EASTBOURNE (Royaume-Uni), de nationalité Française,
Célibataire non lié par un pacte civil de solidarité ainsi qu'il le déclare,
Demeurant Quartier Saint-Auban - 26 510 REMUZAT,

- **Monsieur Nicolas André AUMAGE,**
Né le 2 novembre 1983 à VAISON LA ROMAINE (Vaucluse), de nationalité Française,
Lié par un Pacte Civil de Solidarité, enregistré au Tribunal d'Instance de MONTELIMAR (Drôme) le 27 juillet 2011, à Mademoiselle Erika Anne GESQUIERES, née le 12 janvier 1975 à TOULOUSE (Haute-Garonne)
Demeurant ensemble 1 Lotissement Beausoleil - 26 510 REMUZAT,

Ci-après dénommés "***Les Apporteurs***",
D'une part,

Et

- **La Société AB TEAM,**
Société par actions simplifiée au capital de 1 000 €,
Dont le siège social est situé Quartier Saint-Auban - 26 510 REMUZAT,
Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de ROMANS-SUR-ISERE sous le numéro 797 990 264,

Représentée aux fins des présentes par Monsieur Stéphane BLACKETT agissant en qualité de Président de ladite société,

Ci-après dénommée «***La Société bénéficiaire***»
D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

SB AW

EXPOSE

1°) Aux termes d'un acte sous seing privé en date à REMUZAT (Drôme) du 7 octobre 2011, enregistré au Service des Impôts des Entreprises de VALENCE Sud le 14 octobre 2011, sous les mentions d'enregistrement bordereau n° 2011/1999, case n° 13, ainsi que divers autres actes, Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE, soussignés de première part, ont constitué entre eux une société dénommée A.B. TRANS-MED, connue sous le nom commercial de "REMUZAT AMBULANCES", société par actions simplifiée au capital de dix mille euros (10 000 €), dont le siège social est situé Quartier Saint-Auban - 26 510 REMUZAT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ROMANS SUR ISERE sous le numéro 537 395 949

Cette société a pour objet :

- L'exploitation de tous fonds de commerce d'ambulance ; de transport assis de personnes ; de taxi ; TAP ; transport de sang, d'organes et funéraires ; la vente de matériel médical ; le rapatriement de véhicules ; la location de véhicules ; le transport de marchandises et colis ; et accessoirement, le transport public de personnes.

Elle est administrée par un organe collégial de direction nommé "Comité de direction", composé de Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE.

La société A.B. TRANS-MED est légalement représentée par Monsieur Stéphane BLACKETT, Président nommé pour une durée illimitée par le Comité de direction.

Les mille (1 000) actions composant le capital de la société sont également réparties entre Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE, seuls associés, à hauteur de cinquante pour cent (50%) chacun.

2°) Aux termes d'un acte sous seing privé en date à REMUZAT (Drôme) du 16 octobre 2013, enregistré au Service des Impôts des Entreprises de VALENCE Sud le 23 octobre 2013, sous les mentions d'enregistrement bordereau n° 2013/2056, case n°18, ainsi que divers autres actes, Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE, ont constitué entre eux une société dénommée AB TEAM, société par actions simplifiée au capital de mille euros (1 000 €), dont le siège social est situé Quartier Saint-Auban - 26 510 REMUZAT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ROMANS SUR ISERE sous le numéro 797 990 264, légalement représentée par Monsieur Stéphane BLACKETT, Président.

Elle est administrée par un organe collégial de direction nommé "Comité de direction", composé de Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE.

Elle est légalement représentée par Monsieur Stéphane BLACKETT, Président nommé pour une durée illimitée par le Comité de direction

Cette société exerce les activités habituellement dévolues aux sociétés holding.

SB

La société AB TEAM détient la totalité des deux mille (2 000) actions de vingt euros (20 €) chacune de la société NYONS AMBULANCES, société par actions simplifiée au capital de vingt mille euros (20 000 €), dont le siège social est situé 49 Rue des Antignans - 26 110 NYONS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ROMANS SUR ISERE sous le numéro 798 758 199, légalement représentée par M. Nicolas AUMAGE en sa qualité de Président.

3°) A la faveur de la constitution d'une structure de groupe, dans un soucis de rendre plus cohérente l'administration juridique des sociétés présentées ci-avant, tout en optimisant les rapports pouvant exister ou naître entre elles, Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE, soussignés de première part ont décidé de faire apport de la totalité des actions qu'ils détiennent dans le capital de la société A.B. TRANS MED au profit de la société AB TEAM, qui en deviendrait ainsi l'unique associée.

En conséquence, les parties se sont rapprochées à la faveur de la convention suivante à l'effet de déterminer entre elles les modalités dudit apport de titres.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

CONVENTION

I - APPORT

1°) Bien apportés

A la faveur de la présente convention, Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE apportent, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière à la société AB TEAM la totalité des cinq cents (500) actions qu'ils détiennent chacun dans le capital de la société A.B TRANS-MED, soit un apport global portant sur mille (1 000) titres.

2°) Evaluation

Les mille (1 000) actions de la société A.B TRANS-MED sont apportées au profit du bénéficiaire pour leur valeur nominal, à savoir dix euros (10 €) chacune.

Cette évaluation a fait l'objet d'un rapport établi en date du 10 octobre 2014 par Monsieur André COFFRE, intervenant en qualité de Commissaire aux apports, expressément nommé suivant décision unanime des associés de la société AB TEAM en date du 4 septembre 2014.

II - REMUNERARTION DE L'APPORT

En rémunération de cet apport, évalué à dix mille euros (10 000 €), les apporteurs se verront attribuer mille (1 000) actions de dix euros (10 €) chacune de la société bénéficiaire, soit cinq cents (500) titres chacun. Ces actions seront émises par la société bénéficiaire à la faveur d'une augmentation de capital.

En conséquence, le capital de la société AB TEAM sera augmenté d'un somme de dix mille euros (10 000 €), pour être porté de mille euros (1 000 €) à onze mille euros (11 000 €).

III - PROPRIETE - JOUISSANCE

La société bénéficiaire sera réputée propriétaire des actions de la sociétés A.B. TRANS-MED à compter de la signature des présentes.

Par ailleurs, il est expressément convenu entre les parties que la société bénéficiaire aura droit à la totalité des dividendes, intérêts, produits, remboursements ou droit quelconque, détachés ou mis en distribution sur les parts à elle apportées décidés ou versés au titre l'exercice en cours au sein de la société A.B. TRANS-MED.

IV - ORIGINE DE PROPRIETE - DECLARATIONS

1°) Origine de propriété

Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE déclarent, chacun en ce qui le concerne, être propriétaire des actions objet de l'apport pour les avoir reçu en contrepartie des apports en numéraire qu'ils ont respectivement consentis lors de la constitution de la société A.B. TRANS-MED.

2°) Déclarations

Messieurs Stéphane BLACKETT et Nicolas AUMAGE déclarent, chacun en ce qui le concerne, qu'ils n'ont jamais été en état de faillite personnelle, qu'aucune procédure de rétablissement personnelle ou de liquidation de biens n'est ouverte à leur encontre, et que leur patrimoine n'est menacé d'aucune mesure de confiscation.

Les apporteurs certifient que les titres apportées n'ont fait l'objet d'aucun transfert de garantie, ne sont gagés en aucune manière au profit de tiers et qu'ils en ont la libre disposition.

Par ailleurs, il est précisé que le fonds exploité par la société A.B TRANS-MED ne fait l'objet d'aucune inscription de privilège de nantissement.

En outre, les apporteurs précisent, chacun en ce qui le concerne, qu'ils n'ont conclu aucun engagement de caution personnelle concernant un prêt consenti à la société A.B. TRANS-MED.

SB

V - AGREMENT

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 20 août 2014, la collectivité des associés de la société A.B. TRANS-MED, après avoir pris connaissance du projet d'apport, a autorisé ladite opération et agréé expressément la société bénéficiaire en qualité de nouvelle associée.

VI - DECLARATIONS FISCALES

Au regard des régimes d'imposition des plus-values privées résultant de l'échange de titres, les parties déclarent que la présente opération d'apport peut bénéficier du sursis d'imposition des plus-values réalisées en cas d'apport de titres au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés tel qu'il est prévu par les dispositions des articles 150-OB et 150-OD, 9 du Code général des impôts.

VII - FRAIS, DROITS ET HONORAIRES

Il est expressément convenu entre les parties que les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux qui en seront la conséquence, sont à la charge de la Société bénéficiaire qui s'y oblige.

VIII - SIGNIFICATION

Dès la réalisation définitive de l'apport, la présente convention sera signifiée à la société A.B. TRANS-MED conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil, ou fera l'objet d'un dépôt au siège de ladite société contre remise d'une attestation par le Comité de direction.

IX - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- Pour les apporteurs, à l'adresse mentionné aux présentes,
- Pour la Société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

XI - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

Une telle affirmation est corroborée par le rapport établi en date du 10 octobre 2014 en application des dispositions de l'article L. 225-14 du Code de commerce par Monsieur André COFFRE, intervenant en qualité de Commissaire aux apports.

SB

XII - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés dès à présent aux porteurs d'originaux, de copies ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive des apports pour l'accomplissement des formalités légales prescrites.

Fait à REMUZAT (Drôme), en sept (7) exemplaires originaux
Le 6 novembre 2014

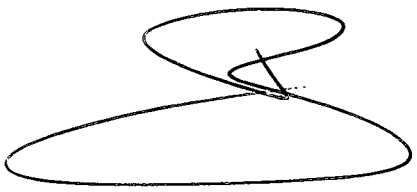
Les apporteurs

Stéphane BLACKETT

Signature précédée de la mention manuscrite

"Bon pour apport de 500 actions de la société A.B TRANS MED à la société AB TEAM"

Bon pour apport de 500 actions de la société AB TRANS MED à la société AB TEAM

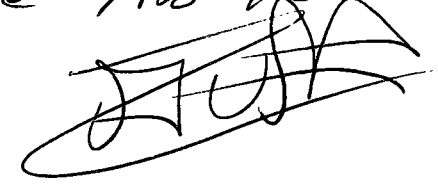


Nicolas AUMAGE

Signature précédée de la mention manuscrite

"Bon pour apport de 500 actions de la société A.B TRANS MED à la société AB TEAM"

Bon pour apport de 500 actions de la société AB Trans-Med à la Société AB TEAM.



La société bénéficiaire

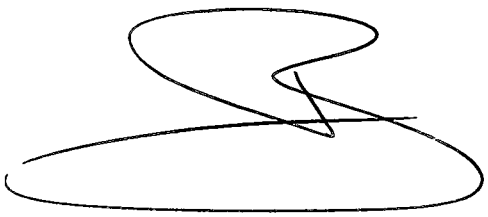
Pour la société AB TEAM

Stéphane BLACKETT

Signature précédée de la mention manuscrite

"Bon pour acceptation de mille (1 000) actions de la société A.B TRANS MED

Bon pour acceptation de mille (1000) actions de la société AB TRANS-MED



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
ROMANS SUR ISERE

624707

Dénomination : AB TEAM
Adresse : Saint-auban 26510 Remuzat -FRANCE-

n° de gestion : 2013B01217
n° d'identification : 797 990 264

n° de dépôt : A2015/000159
Date du dépôt : 09/01/2015

Pièce : Statuts mis à jour du 06/11/2014



624707

AB TEAM
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 11 000 €
Siège social : Quartier Saint-Auban
26 510 REMUZAT
797 990 RCS ROMANS SUR ISERE

STATUTS

Mis à jour aux termes des délibérations de l'Assemblée générale extraordinaire du 6 novembre 2014

SB

AB TEAM
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 11 000 €
Siège social : Quartier Saint-Auban
26 510 REMUZAT
797 990 264 RCS ROMANS SUR ISERE

Les soussignés :

- **Monsieur Stéphane Philip BLACKETT,**
  Né le 20 juillet 1981 à EASTBOURNE (ROYAUME UNI), de nationalité française,

  Célibataire, non lié par un pacte civil de solidarité,

  Demeurant Quartier Saint-Auban, REMUZAT (Drôme),

- **Monsieur Nicolas André AUMAGE,**
  Né le 2 novembre 1983 à VAISON-LA-ROMAINE (Vaucluse), de nationalité française,

  Lié par un pacte civil de solidarité à Mademoiselle Erika Anne GESQUIERE, née le 12 janvier 1975 à TOULOUSE (Haute-Garonne), ledit pacte ayant été enregistré au Tribunal d'Instance de MONTELIMAR (Drôme), le 27 juin 2011,

  Demeurant 1, Lotissement Beausoleil, REMUZAT (Drôme),

Ont établi, suivant acte sous seing privé en date à REMUZAT (Drôme) du 7 octobre 2011, enregistré au Service des Impôts des Entreprises de VALENCE Sud le 23 octobre 2013, sous les mentions d'enregistrement bordereau n° 2013/2056, case n°18, les statuts d'une société par actions simplifiée qu'ils ont décidé de constituer entre eux.

Lesdits statuts ont été modifiés suivant les délibérations de l'Assemblée générale extraordinaire réunie le 6 novembre 2014 ayant modifiés les articles 7 et 8 suite à une augmentation du capital social d'un montant de dix mille euros (10 000 €), portant celui-ci de mille euros (1 000 €)à onze mille euros (11 000 €).

TITRE I
FORME - OBJET – DENOMINATION - SIEGE - DUREE - EXERCICE

Article 1er - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement une société par actions simplifiée. Cette société est régie par les présents statuts et les textes en vigueur.

Cette société ne peut pas procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions.

Elle peut procéder à des offres dans les conditions définies par les textes en vigueur.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet :

- L'acquisition par voie d'achat, apport ou autrement, et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières à caractère civil ou commercial, cotées ou non cotées,
- L'acquisition par voie d'achat, apport ou autrement, la location ou la gestion de tout immeuble, droit réel immobilier ou droit au bail,
- La prestation de services de gestion financière, administrative et comptable ou autres pour le compte des sociétés du groupe,
- L'ouverture en tous lieux de dépôts, agences et succursales ; la prise à bail de tous immeubles, l'obtention ou l'acquisition de tous droits, brevets et licences, concessions, dépôts, marques de fabrique et autres,
- L'octroi de toutes cautions, garanties, et plus généralement toutes opérations autorisées aux termes de l'article L.511-7 3ème du code monétaire et financier,
- l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe ;
- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

"AB TEAM"

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société par actions simplifiée" ou des initiales " S.A.S. " et de l'indication du lieu du siège social et du montant du capital social ainsi que du numéro d'identification SIREN suivi de la mention RCS de (nom de la ville).

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à REMUZAT (Drôme), Quartier Saint-Auban.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes par simple décision du président et partout ailleurs en vertu d'une décision collective des associés prise aux conditions de majorité des décisions extraordinaires.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2014.

TITRE II
APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - APPORTS
Montant et modalités des apports

Lors de la constitution, il n'a été procédé qu'à des apports en numéraire.

Les soussignés apportent à la société, savoir :

L'émission d'actions par voie d'augmentation de capital aura lieu dans les conditions prévues par les articles L. 225-129 à L. 225-129-6 du Code de commerce compatibles avec les modalités de prise de décisions propres aux SAS et qui sont retenues par les présents statuts.
À cet égard, il est précisé que la collectivité des associés prendra les décisions dans les conditions prévues aux articles ci-dessous des statuts sans être tenus de réunir une assemblée générale extraordinaire prévue par les textes du Code de commerce.

Les rapports imposés par les textes seront établis par le président ou le directeur général ou les organes titulaires de la délégation de compétence et par les commissaires aux comptes.

Si la collectivité des associés décide de déléguer soit sa compétence pour décider l'augmentation de capital, soit les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser cette délégation qui interviendra dans les limites prévues par les textes aura lieu au profit du Comité de direction.

Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital à souscrire en numéraire au montant des souscriptions reçues, dans les conditions prévues par le Code de commerce.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire le capital ancien doit, au préalable être intégralement libéré et un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la décision collective peut au vu du rapport du président ou de l'autorité habilitée et celui du commissaire aux comptes supprimer ce droit préférentiel en respectant les conditions légales ; il en est de même lorsque l'augmentation de capital est réservée à une ou plusieurs personnes nommément désignées par la décision collective dans ce cas les bénéficiaires de l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel à leur profit ne peuvent s'ils sont déjà associés prendre part au vote Ce droit préférentiel est cessible dans les mêmes conditions que l'action. Lorsque les actions sont grevés d'un usufruit, le droit préférentiel de souscription appartient au nu-propriétaire dans les conditions prévues à l'article L. 225-140 du Code de commerce.

Lors de toute augmentation de capital en numéraire, sauf si elle résulte d'une émission préalable de valeurs mobilières donnant accès au capital, la collectivité des associés doit se prononcer sur un projet de résolution spécifique tendant à réaliser une augmentation de capital en faveur des salariés conformément à l'article L.225-129-6 du Code de commerce.

Lorsque l'augmentation de capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la décision collective statue aux conditions de majorité des décisions ordinaires.

En cas d'apport en nature ou de stipulations d'avantages particuliers, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du Code de commerce. Les associés apporteurs ne prennent pas part au vote sur l'évaluation des apports en nature.

- Monsieur Stéphane BLACKETT,
  la somme de cinq cents euros ..... 500.00 euros

- Monsieur Nicolas AUMAGE,
  la somme de cinq cents euros ..... 500.00 euros

Montant total des apports en numéraire :
mille euros ..... 1 000.00 euros

Ladite somme correspond à la souscription de cent (100.00) parts de dix euros (10.00) chacune, intégralement libérées, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi, en date du 15 octobre 2013, par la banque CREDIT AGRICOLE Sud Rhône-Alpes, agence de NYONS (Drôme), 1, place de la Libération pour le compte de la société en formation.

Aux termes des décisions de l'Assemblée générale extraordinaire du 6 novembre 2014, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant de dix mille euros (10 000 €) pour être porté à la somme de onze mille euros (11 000 €) par apports en nature portant sur la totalité des mille (1000) actions de dix euros (10 €) chacune de la société A.B. TRANS MED (537 395 949 RCS ROMANS SUR ISERE).

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de onze mille (11 000) euros.

Il est divisé en mille-cent (1 100) actions de dix (10) euros chacune, entièrement souscrites, toutes de même catégorie et réparties entre les associés en proportion de leurs droits

Article 9 - MODIFICATION DU CAPITAL

I - Augmentation de capital

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires, d'actions de préférence, soit par élévation du montant nominal des actions existantes. L'augmentation de capital par majoration du montant des actions nécessite le consentement unanime des associés sauf si elle est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

Les émissions d'actions de préférence requièrent une décision spéciale de la collectivité des associés aux conditions prévues pour les décisions extraordinaires ; si ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs associés nommément désigné, la procédure relative aux avantages particuliers doit être suivie conformément à l'article L.228-15 du Code de commerce et le bénéficiaire de l'émission ne peut prendre part au vote. L'assemblée qui créée des actions de préférence en définit les droits y attachés.

Les actions nouvelles sont émises au pair ou avec prime.

II - Réduction de capital

Le capital social peut être réduit par une décision collective prise aux conditions des décisions extraordinaires et à celles prévues par le Code de commerce ; les associés peuvent déléguer tout pouvoir au Comité de direction.

La réduction de capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, à moins que la société ne se transforme en une autre forme.

La réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés sauf accord unanime de tous les associés. En cas de réduction de capital non motivée par des pertes, les opérations de capital ne peuvent commencer avant l'expiration du délai d'opposition des créanciers ni le cas échéant, avant qu'il ait été statué en première instance sur cette opposition.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions du Code de commerce.

TITRE III
ACTIONS

Article 10 - FORME ET PROPRIETE DES ACTIONS

1. Forme des actions

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative ; elles donnent lieu à une inscription en compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires dans les comptes tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

2. Indivision - Usufruit - Nue-propriété

Toute action est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. En cas de désaccord, le mandataire est désigné, à la demande du copropriétaire le plus diligent, par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant en référé.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'approbation des comptes et l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Même privé du droit de vote, le nu-propriétaire d'actions a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

Article 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action de capital donne droit, dans la répartition des bénéfices et de l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actions en industrie confèrent à leur titulaire un droit dans les bénéfices et dans tout l'actif social défini lors de l'apport par les présents statuts ou par la décision collective des associés les émettant.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés aux actions les suivent dans quelque main qu'elles passent.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives régulièrement adoptées par les associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur au nombre requis devront faire leur affaire personnelle du regroupement, de l'achat ou de la vente des actions ou des droits nécessaires.

Article 12 – FORME DES CESSIONS OU TRANSMISSIONS D'ACTIONS

Les cessions ou transmissions d'actions sont réalisées à l'égard de la société et des tiers par un virement de compte à compte. Ce transfert est effectué dès la production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire dûment mandaté par une procuration spécifique. Cet ordre de mouvement est enregistré sur un registre tenu à cet effet au siège social. Le transfert de propriété et la propriété des actions résulteront de l'inscription de celles-ci au compte de l'acheteur à la date fixée d'un commun accord dans l'ordre de mouvement. La société est tenue de procéder à cette transcription le premier jour ouvré suivant la notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception de l'ordre de mouvement, dès lors que celui-ci est complet.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur les registres de la société, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge des cessionnaires.

Les actions ne sont négociables, sous réserve des articles qui suivent et sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, qu'après immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés ou inscription de la mention modificative à la suite d'une augmentation de capital.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

Article 13 – DROIT DE PREEMPTION

Toutes les cessions d'actions, même entre associés, sont soumises au respect du droit de préemption bénéficiant aux associés dans les conditions ci-après.

L'associé cédant notifie au directeur général de la société et à chacun des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception, son projet de cession indiquant l'identité de l'acquéreur, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession.

Cette notification vaut offre ferme de cession au prix et conditions indiqués, au profit de tous les associés. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption au prorata de sa participation dans le capital.

La réception de cette notification fait courir un délai de deux (2) mois, à l'expiration duquel, si le droit de préemption n'a pas été exercé par les associés sur la totalité des actions concernées, l'associé cédant pourra réaliser ladite cession, sous réserve de la procédure d'agrément prévue ci-après, aux mêmes prix, termes et conditions que ceux contenus dans sa notification initiale.

Chaque associé dispose alors d'un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ce projet de cession, pour exercer son droit de préemption par notification au directeur général, par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir.

Au cas où l'un ou plusieurs des associés n'exerceraient pas leur droit de préemption en proportion de leur quote-part dans le capital, le président ou le directeur général en informe sans délai les associés qui ont exercé leur droit de préemption au prorata de leurs droits en leur indiquant le nombre d'actions non préemptées. Chacun de ces associés bénéficie alors d'un droit de préemption sur ces actions au prorata de sa participation dans le capital après exercice du droit de préemption initial ; pour exercer ce droit supplémentaire les associés concernés disposent d'un délai de 15 jours à compter de l'information qui leur a été faite par le président ou le directeur général ; à défaut de réponse ce délai vaut renonciation.

A l'expiration dudit délai d'un (1) mois prévu pour la notification du souhait de préemption par les associés, mais avant celle du délai de deux (2) mois de la réception du projet de cession, le directeur général notifie à l'associé cédant, par lettre recommandée avec accusé de réception, le résultat de la procédure de préemption.

Lorsque le nombre total des actions que les associés ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par décision du directeur général entre les associés qui ont exercé leur droit de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leur demande, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

Lorsque le nombre total des actions que les associés ont déclaré vouloir acquérir est inférieur au nombre d'actions dont la cession est projetée, le droit de préemption est réputé n'avoir jamais été exercé et l'associé cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire initialement prévu et dans les conditions mentionnées dans sa notification, sous réserve de la procédure d'agrément prévue ci-après.

En cas d'exercice du droit de préemption sur la totalité des actions objet de la cession, le cédant doit dans le délai de 8 jours, à compter de l'information qui lui aura faite par le directeur général, adresser à la société les ordres de mouvement relatifs aux actions. L'inscription en compte de l'acheteur sur les registres de la société sera effectuée à réception desdits ordres de mouvement.

Article 14 - AGREMENT

Les cessions d'actions, à titre onéreux ou gratuit, sont libres entre associés. Toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés, statuant aux conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires.

A cet effet, la demande d'agrément est notifiée par le cédant au directeur général de la société par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité complète de l'acquéreur et, s'il s'agit d'une personne morale, l'identité de ses dirigeants et la répartition de son capital social. Le comité de direction transmet cette demande d'agrément aux associés et met en place la procédure de consultation des associés.

Le comité de direction dispose d'un délai d'un (1) mois pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de réponse dans le délai précité, l'agrément est réputé acquis et l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. La réalisation du transfert des actions au cessionnaire agréé doit intervenir au plus tard dans un délai de quinze (15) jours de la notification de l'agrément. Passé ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, la société est tenue, dans un délai d'un (1) mois de la notification du refus, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant, soit par des associés, soit par un ou plusieurs tiers agréés suivant la procédure ci-dessus, à moins que le cédant, dans les quinze jours de ce refus, ne notifie à la société le retrait de sa demande.

En cas de rachat des actions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois de ce rachat, de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction du capital social.

Le prix de rachat des actions par un ou plusieurs tiers agréés, associés ou par la société, est fixé d'un commun accord entre les parties.

A défaut d'accord, il sera déterminé par voie d'expertise, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Au vu du rapport d'expertise, chacune des parties peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les 15 jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si à l'expiration du délai prévu ci-avant, l'achat des actions n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur ait renoncé entre temps à son projet de cession.

La présente clause ne peut être modifiée ou supprimée qu'à l'unanimité de tous les associés.

Les dispositions limitant la libre transmission des actions ne sont pas applicables lorsque la société ne comporte qu'un seul associé.

Article 15 - TRANSMISSION PAR DECES OU PAR SUITE DE DISSOLUTION DE COMMUNAUTE ENTRE EPOUX

Les transmissions par décès ou par suite de dissolution du régime matrimonial d'époux doivent être agréées dans les conditions prévues pour l'agrément d'un tiers étranger à la société.

Article 16 – NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions réalisées en violation des précédents articles sont nulles.

TITRE IV
ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE

Article 17 – COMITE DE DIRECTION

La société est dirigée par un organe collégial dénommé comité de direction, il est composé de deux (2) à quatre (4) membres, personnes physiques ou morales, associés ou non, nommés sans limitation de durée aux termes des présents statuts, puis par décision collective des associés. Ils sont rééligibles.

Les membres du comité de direction ont le pouvoir d'engager à titre habituel la société vis à vis des tiers.

Les membres du comité de direction peuvent être révoqués à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire par décision collective des associés, statuant à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Les fonctions d'un membre du comité de direction prennent fin de plein droit par la survenance d'une interdiction légale de gérer, diriger ou administrer une société résultant d'une condamnation pénale ou d'une sanction personnelle prononcée dans le cadre d'une procédure collective.

Si un membre du comité de direction est une personne morale, la dissolution ou la mise en liquidation judiciaire de cette dernière met également fin à ses fonctions.

Les personnes morales membres du comité de direction sont représentées par leur représentant légal personne physique ou par une personne physique dûment mandatée.

Ces représentants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient membres du comité en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La rémunération des membres du comité de direction est fixée par la collectivité des associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle. Ils pourront prétendre, en outre, au remboursement, sur justificatifs, des frais engagés par eux dans l'intérêt de la société.

Cette rémunération est soumise à la procédure de contrôle des conventions réglementées.

Les membres personnes physiques du comité de direction peuvent bénéficier d'un contrat de travail au sein de la société.

Article 18 - PRESIDENT

Le comité de direction désigne parmi ses membres le président de la société, qui peut être une personne physique ou une personne morale.

Il est nommé pour la durée de ses fonctions de membres du comité de direction ; il peut être révoqué à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision du comité de direction.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de celle-ci sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président représente la société dans ses rapports avec les tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le président met en œuvre les décisions prises par le comité de direction. Il lui appartient de les exécuter ou de les faire exécuter. Il dispose du pouvoir nécessaire pour assurer le suivi courant des affaires sociales dans le cadre des orientations définies par le comité directeur.

Le président peut consentir des délégations de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Article 19 – REUNIONS ET DECISIONS DU COMITE DE DIRECTION

Le comité de direction se réunit sur convocation de son président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Les réunions sont présidées par le président de la SAS, ou en son absence, par tout membre du comité de direction désigné en son sein.

La convocation est réalisée par tout moyen, sauf à préserver pour chaque membre la possibilité matérielle d'intervenir.

Les réunions se tiennent en tout lieu mentionné dans la convocation. Toutefois, la présence physique des membres du comité de direction ou de leurs représentants n'est pas obligatoire et leur participation peut résulter de tout moyen de communication ou télécommunication approprié.

Le comité de direction est un organe collégial qui ne délibère valablement que si plus de la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Les décisions du comité de direction sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas d'égalité dans le partage des voix lors de la prise de décision, la voix du président est prépondérante.

Un membre du comité de direction peut donner pouvoir à un autre membre aux fins de le représenter.
Les décisions du comité de direction sont constatées dans des procès-verbaux signés par les membres présents. Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial conservé au siège social.

Article 20 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes, s'il en existe, dans le mois de sa conclusion.

Le comité de direction ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes.

Le(s) Commissaire(s) aux comptes, ou s'il n'en a pas été désigné, le président de la SAS, présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. En l'absence de commissaire aux comptes, pour les conventions intervenues entre le président et la SAS, le rapport sur ces conventions sera établi par le directeur général, s'il en a été désigné un.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice ; l'associé intéressé est privé du droit de vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Sauf l'exception prévue par la loi pour les conventions non significatives, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes s'il en a été désigné. Dans ce dernier il appartient au président de la SAS de recenser ces conventions et d'en établir la liste.

Tout associé a le droit d'en obtenir la communication.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

TITRE V
DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Article 21 – COMPETENCE

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions en matière de :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital social,
- fusion, scission, apport partiel d'actif,
- transformation en société d'une autre forme,
- dissolution et de prorogation,
- nomination d'un liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation,
- nomination de commissaires aux comptes,
- nomination, rémunération, révocation du des membres du comité de direction,
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions conclues entre la société et ses dirigeants,
- modifications statutaires, à l'exception du transfert du siège social,

ainsi que toutes les décisions ne relevant pas de la compétence du comité de direction aux termes des présents statuts.

Article 22 – REGLES DE MAJORITE

Pour tous les domaines d'intervention prévus à l'article précédent, les décisions des associés sont prises dans les conditions suivantes :

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social, la fusion, la scission, l'apport partiel d'actif, la dissolution, la prorogation et la transformation de la société, l'agrément des transmissions d'actions, ainsi que toutes les modifications statutaires.

Les décisions collectives extraordinaires sont prises la majorité des trois quarts des voix des associés disposant du droit de vote, présents et représentés ; les associés absents ou décidant expressément de ne pas voter ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Toutes les autres décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires.

Les décisions collectives ordinaires sont prises la majorité des deux tiers des voix des associés, présents et représentés ; les associés absents ou décidant expressément de ne pas voter ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Le droit de vote attaché aux actions de capital est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Le droit de vote attaché aux actions en industrie est proportionnel au nombre d'actions attribuées.

Chaque action de capital ou en industrie donne droit à une voix.

Tout titulaire d'actions nominatives, quelles qu'en soit le nombre, libérées des versements exigibles et qui sont inscrites à son nom dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société au troisième jour ouvré avant l'assemblée à zéro heure peuvent participer ou se faire représenter à toute décision collective quelle qu'en soit la forme sur simple justification de son identité.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives extraordinaires ci-après énumérées doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- toute décision ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés,
- le changement de nationalité de la société,
- les dispositions statutaires restreignant la liberté de transmission des actions : le droit de préemption, l'agrément des cessions ou transmissions de titres,

Tout associé en capital ou en industrie a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Tout titulaire d'actions nominatives, quelles qu'en soit le nombre, libérées des versements exigibles et qui sont inscrites à son nom dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société au troisième jour ouvré avant l'assemblée à zéro heure peuvent participer ou se faire représenter à toute décision collective quelle qu'en soit la forme sur simple justification de son identité.

Article 23 – FORME DES DECISIONS COLLECTIVES

Au choix du comité de direction, les décisions collectives sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance dans la mesure où l'auteur de la convocation s'est assuré que le moyen retenu permet l'identification des associés participant et la retransmission continue et simultanée des délibérations ; les votes et signatures électroniques consiste en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec le document auquel elle s'attache.

Elles peuvent également s'exprimer dans un acte signé par tous les associés ou par consultation écrite.

Toutefois, la réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant plus de dix pour cent du capital social, si aucune réunion de l'assemblée des associés n'est intervenue depuis plus d'un an.

1. Assemblées

L'assemblée est convoquée par le comité de direction.

Le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, peut en cas de carence de l'organe désigné ci-avant et après une mise en demeure de celui-ci demeuré sans effet convoquer lui-même les associés.

Dans le cas où la tenue d'une assemblée est demandée par un ou plusieurs associés, elle peut être convoquée par l'associé ou l'un des associés demandeurs.

Pendant la période de liquidation de la société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du liquidateur.

Dans tous les cas, l'auteur de la convocation fixe l'ordre du jour. L'assemblée ne délibère que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Néanmoins elle peut en toutes circonstances et sans préavis révoquer le un ou plusieurs membres du comité de direction, sous réserve du droit pour l'intéressé de présenter sa défense.

Les associés se réunissent en assemblée au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée par tous moyens quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour proposé et est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le président de la société, ou en son absence, par un associé désigné par l'assemblée. Un secrétaire est désigné parmi les associés présents.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises, en application de la loi, sur le ou les rapports du comité de direction et/ou des commissaires aux comptes, ce ou ces rapports doivent être communiqués aux associés dix (10) jours avant la date d'établissement du procès verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque consulter au siège social, pour les trois derniers exercices, les registres sociaux, l'inventaire et les comptes annuels, le tableau des résultats des cinq derniers exercices, les comptes consolidés, le cas échéant, les rapports de gestion du comité de direction et ceux des commissaires aux comptes, la consultation emportant le droit de prendre copie, à l'exception de l'inventaire.

Article 25 – ASSOCIE UNIQUE

Si la société vient à ne comporter qu'un associé unique, ce dernier exercera les pouvoirs dévolus par les présents statuts à la collectivité des associés.

L'associé unique personne physique président de la SAS peut, pour l'approbation des comptes de la société, déposer au registre du commerce et des sociétés dont dépend la société dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice l'inventaire et les comptes annuels dûment signés.

Il n'est pas tenu de porter au registre des décisions le récépissé délivré par le greffe du tribunal de commerce.

TITRE VI
CONTROLE

Article 26 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des associés désigne, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, dont les fonctions expirent à l'issue de la décision collective statuant sur les comptes du sixième exercice.

Un ou plusieurs commissaires suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, sont désignés pour une même durée par les associés.

Article 27 – COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis aux articles L.2323-62 à L.2323-67 du Code du travail auprès du comité de direction.

Lorsque les délégués ont demandé à assister aux assemblées générales et si cette forme de consultation n'est pas retenue, le comité de direction informera les délégués du mode de consultation devant intervenir (décision dans un acte, consultation écrite) pour les décisions à prendre dont il précisera l'objet.

En cas de convocation par le commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par un liquidateur, l'assemblée est présidée par celui qui l'a convoquée.

Les associés peuvent se faire représenter par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tout moyen écrit, notamment par télécopie.

Le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, est invité à participer à toute décision collective en même temps et dans la même forme que les associés.

2. Consultations par correspondance

En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les documents nécessaires à l'information des associés, sont adressés à chacun d'eux, par tous moyens.

Les associés disposent d'un délai minimum de quinze (15) jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote, par tous moyens. Tout associé n'ayant pas répondu dans ledit délai est considéré comme s'étant abstenu.

3. Procès verbaux

Les procès verbaux des décisions collectives prises en assemblée ou par correspondance sont établis sur un registre spécial et signés par le président et le secrétaire associé. Les copies ou extraits de procès verbaux sont certifiés par le président.

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par un procès verbal indiquant la date et le lieu de réunion, le nom, prénom et qualité du président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats ainsi que les résolutions adoptées par les associés.

Les consultations écrites sont mentionnées dans un procès verbal établi par le président, sur lequel sont portées les réponses des associés.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il doit être signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial des décisions collectives.

Article 24 – INFORMATION DES ASSOCIÉS

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et éléments d'information permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

A cette fin, il devra fournir aux délégués une information suffisante et leur laissera un délai suffisant pour qu'ils puissent formuler s'il y a lieu, auprès de lui, un avis qui sera communiqué aux associés.

TITRE VII
COMPTES ANNUELS - BENEFICES – RESERVES

Article 28 - COMPTES ANNUELS - RAPPORT DE GESTION

La société tient une comptabilité régulière des opérations sociales.

A la clôture de chaque exercice, le comité de direction dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport sur sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

Ces comptes et le rapport de gestion sont communiqués aux commissaires aux comptes et éventuellement au comité d'entreprise dans les conditions légales.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, la collectivité des associés doit statuer sur l'approbation de ces comptes, au vu du rapport de gestion et des rapports des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport sur la gestion du groupe et le rapport des commissaires aux comptes pour l'information des associés.

Article 29 - AFFECTATION DU BENEFICE - RESERVES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

La collectivité des associés se prononce sur l'affectation du résultat.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital, mais qui reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte,
- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable, qui est à la disposition de la collectivité des associés pour être réparti aux actions à titre de dividende, affecté à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou reporté à nouveau.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la décision collective des associés ou à défaut, par le comité de direction. La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est inscrite à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

TITRE VIII
DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 30 - DISSOLUTION

1. Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la durée de la société, le comité de direction doit provoquer une décision collective des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non. Faute pour le comité de direction d'avoir provoqué cette décision, tout associé, après mise en demeure demeurée infructueuse, peut demander au président du tribunal de commerce la désignation d'un mandataire de justice chargé de la convocation.

2. Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut à tout moment être prononcée par la collectivité des associés.

3. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le comité de direction est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter la collectivité des associés à l'effet de statuer sur la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la perte a été constatée, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

À défaut de décision collective régulière, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées.

Dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

La décision collective des associés est, dans tous les cas, publiée conformément à la réglementation en vigueur.

Article 31 - LIQUIDATION

La décision collective des associés règle le mode de liquidation et nomme le ou les liquidateurs dont elle détermine les fonctions et la rémunération.

Cette nomination met fin aux fonctions des commissaires aux comptes.

Sous réserve des restrictions légales, les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif. Ils peuvent, en vertu d'une décision collective des associés, faire l'apport ou consentir la cession de la totalité des biens, droits et obligations de la société dissoute.

La collectivité des associés conserve durant la phase de liquidation les mêmes attributions que pendant le cours de la société, elle approuve les comptes de liquidation.

Le produit net de la liquidation, après le règlement du passif, est employé à rembourser le capital libéré et non amorti des actions ; le surplus est réparti entre les associés.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main et que l'associé unique n'est pas une personne physique, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil.

Article 32 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

Statuts mis à jour aux termes des délibérations de l'Assemblée générale extraordinaire du 6 novembre 2014

Certifiés conformes
Le Président

